

à l'arrêté royal du 20 mai 1997 fixant le cadre linguistique du Secrétariat du Comité consultatif de Bioéthique (*Moniteur belge* du 28 mai 1997).

La fonction consistera :

— à assurer le suivi administratif du Comité, de son Bureau et de ses commissions restreintes (procès-verbaux, traductions, budget, comptabilité,...);

— à gérer un centre de documentation.

Prérequis :

— connaissance de Word, connaissance de base d'Excel;

— connaissances de base en matière de marchés publics et de comptabilité publique;

— connaissances de base en matière de gestion de bibliothèque et intérêt pour le sujet;

— ouverture d'esprit, souplesse de caractère.

La fonction est exercée dans un environnement bilingue (F/N) et implique l'usage de l'anglais dans le cadre de contacts internationaux.

Pour tous les renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à M. L. Dejager, conseiller, au n° tél. 02-210 42 15 ou par courriel : lieven.dejager@health.fgov.be

Les candidatures, assorties d'un curriculum vitae, doivent nous être communiquées au plus tard le 31 juillet 2003 à l'adresse suivante :

Monsieur le président du Comité consultatif de Bioéthique, boulevard Pachéco 19, bte 5, Quartier Vésale, 4^e étage - bureau V419, 1010 Bruxelles.

diensten bij het Secretariaat van het Raadgevend Comité voor Bio-ethiek (*Belgisch Staatsblad* van 28 mei 1997) en naar het koninklijk besluit van 20 mei 1997 tot bepaling van het taalkader van het Secretariaat van het Raadgevend Comité voor Bio-ethiek (*Belgisch Staatsblad* van 28 mei 1997).

De functie van de ambtenaar zal er in bestaan :

— de administratieve opvolging te verzekeren van de activiteiten van het Comité, van zijn Bureau en van de beperkte commissies (notulen, vertalingen, begroting, boekhouding,...);

— een documentatiecentrum te beheren.

Vereisten :

— kennis van Word, basiskennis van Excel;

— basiskennis op het gebied van overheidsopdrachten en -boekhouding;

— basiskennis en interesse op het gebied van bibliotheekbeheer;

— open en flexibele instelling.

De functie wordt uitgeoefend in een tweetalige omgeving (N/F) en er wordt gebruik gemaakt van het Engels bij internationale contacten.

Voor alle bijkomende inlichtingen kan men zich wenden tot de heer Lieven Dejager, adviseur, op tel. nr. 02-210 42 15 of e-mail : lieven.dejager@health.fgov.be

Kandidaturen met curriculum vitae dienen uiterlijk op 31 juli 2003 te worden verstuurd naar volgend adres :

De heer Voorzitter van het Raadgevend Comité voor Bio-ethiek, Pachécolaan 19, bus 5, Vesaliusgebouw, 4^e verd. - bur. V419, 1010 Brussel.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2003/00504]

27 MAI 2003. — Circulaire CP 1 du 27 mai 2003 concernant la définition de l'interprétation du Community policing applicable au service de police intégré, structuré à deux niveaux

A Monsieur le Commissaire général,

A Madame et Messieurs les Gouverneurs,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de police,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

Pour info : à Monsieur le Ministre de la Justice,

à Monsieur le Président de la Commission permanente de la police locale.

Mesdames,

Messieurs,

1. Introduction :

Depuis la signature de l'accord Octopus, un travail considérable a été réalisé. L'exécution de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (ci-après dénommée LPI) constituait un défi institutionnel considérable. Accomplir en moins de cinq années une réforme d'une telle ampleur a pu paraître impensable, voire irréalisable pour certains.

Diverses modifications législatives, quantité de circulaires et parfois d'arrêtés royaux se sont avérés nécessaires pour ériger cette nouvelle structure. Pour plus de 40.000 personnes, policiers et personnel civil, qui composent notre police intégrée, ce furent aussi parfois des périodes d'incertitude.

Cette donnée a constitué l'une des principales raisons pour lesquelles j'ai voulu réaliser rapidement cette réforme, certainement pour son volet structurel. Le personnel policier a droit et besoin de certitudes et je constate qu'il s'est toujours - mêmes aux époques les plus difficiles - toujours acquitté de ses tâches. L'opérationnalité n'a jamais été mise en danger alors que l'on se trouvait en pleine restructuration. Ce constat illustre la qualité et l'implication professionnelle de nos policiers.

A présent que le pan structurel de la réforme des polices est achevé, le moment est venu de nous attarder au «doux côté» des choses. Vous vous souviendrez certainement que j'ai esquissé ce concept dans ma circulaire ZPZ 12 (1) (cfr. 3.1 « vision à long terme ») et plus récemment à nouveau dans ma circulaire PLP 27 (2) relative à l'intensification et à la stimulation de la collaboration interzonale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2003/00504]

27 MEI 2003. — Omzendbrief CP 1 van 27 mei 2003 betreffende Community Policing, definitie van de Belgische interpretatie van toepassing op de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus

Aan de Heer Commissaris-generaal,

Aan Mevrouw en Heren Gouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het Administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Ter info : aan de Heer Minister van Justitie,

aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de Lokale Politie

Geachte Mevrouwen,

Mijne Heren,

1. Inleiding :

Sinds de ondertekening van het Octopusakkoord is er enorm veel werk geleverd. Het uitvoeren van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (verder WGP genoemd) was een gigantische institutionele uitdaging. In minder dan 5 jaar een zo diepgaande hervorming doorvoeren leek voor velen ondenkbaar, zelfs onmogelijk.

Verskillende wetswijzigingen, talloze omzendbrieven en evenveel Koninklijke besluiten waren nodig om deze nieuwe structuur op te richten. Voor de meer dan 40.000 mensen die onze geïntegreerde politie telt, politie en burgerpersoneel, waren het soms onzekere tijden.

Die laatste gegeven was dan ook één van de hoofdredenen waarom ik die hervorming, zeker wat betreft het structurele luik, zo snel heb willen realiseren. Het politiepersoneel heeft recht op en nood aan zekerheid. Ik stel vast dat het zich steeds - zelfs in minder makkelijke tijden - van zijn taak heeft gekweten. De operationaliteit is in volle herstructurering trouwens nooit in het gedrang gekomen. Deze vaststelling illustreert de kwaliteit en de professionele ingesteldheid van onze politiemensen.

Nu het structurele luik van de politiehervorming achter de rug is, dienen we ons te concentreren op de «zachte kant» van het verhaal. U zal zich wellicht nog herinneren dat ik deze notie reeds naar voren bracht in mijn omzendbrief ZPZ 12 (1) (cf. 3.1 « visie op lange termijn ») en recentelijk nogmaals in mijn omzendbrief PLP 27 (2) betreffende het intensifiëren en bevorderen van de interzonale samenwerking.

J'étais simultanément fort occupé par le « côté philosophique » de l'histoire policière. Notre police intégrée a un besoin évident d'une mission, d'une philosophie à même de refléter sa légitimité et sa mentalité mais également son implication et donc la position qu'elle occupe au sein de notre société. Une définition claire du concept de «community policing» s'imposait donc.

2. Le Concept de "community policing"

Le Community policing est devenu une sorte de concept cadre, avec un contenu manquant de précisions et des objectifs fort confus. Il est de plus en plus devenu la réceptacle accueillant toute initiative impliquant, à quelque titre que ce soit, la population.

Il apparaît donc urgent de faire les choix nécessaires quant à l'acception à réserver à la notion même et de standardiser les concepts de l'interprétation à lui réserver.

La constante, le fil rouge qui intègre et réalise sur le terrain la conception et la vocation sociales prêtées de tout temps à la police repose sur :

- L'aspiration commune à une qualité de vie plus élevée pour nos concitoyens;
- L'aspiration à la prestation d'un service de meilleure qualité à la population.

Nous retrouvons ces deux principes de base dans l'interprétation belge du «community policing» qui a été développée à ma demande au sein de la Direction des relations avec la police locale (CGL) (3). L'exposé des motifs de la LPI a par ailleurs clairement précisé que la réforme des polices devait concevoir un cadre nouveau et culturellement innovant : le "Community Policing" (4).

Le modèle policier traditionnel se caractérise en effet par un comportement réactif (la police réagit aux incidents après qu'ils soient survenus); une approche symptomatique (la police attaque les problèmes de sécurité comme symptômes isolés et ne vise pas les causes sous-jacentes de l'insécurité); le légalisme (le respect de la loi est considéré par la police comme un but en soi et non comme un moyen de promouvoir la sécurité et la qualité de vie) l'isolement de la police (elle n'est pas intégrée à la société mais se trouve éloignée de la population).

Des études scientifiques, tant à l'étranger qu'en Belgique, ont fait la démonstration claire que le modèle policier traditionnel n'était pas efficient en termes de contrôle de l'insécurité. La légitimité de la police peut par ailleurs considérablement s'affaiblir par le relâchement des liens l'unissant à la population, singulièrement avec les minorités dans la société.

Différentes tentatives ont également été entreprises en Belgique pour tracer un chemin au concept (5). Mais une définition claire faisait souvent défaut, l'acception et l'interprétation différaient souvent de façon telle que l'application qui leur était donnée et les résultats obtenus divergeaient considérablement.

Le concept de "community policing" repose aussi dans son interprétation belge sur une approche large de la sécurité et de la qualité de vie. Il envisage une police davantage intégrée dans la société, à la disposition du(es) citoyen(s) et qui, de concert avec les communautés, s'attelle à la mise en évidence de solutions prenant en compte les caractéristiques locales des causes de l'insécurité.

Le concept s'articule autour de cinq piliers essentiels pour la fonction de police axée vers la communauté :

1. L'orientation externe.

La police ne se situe pas face à la société mais en son sein; elle est intégrée à la vie en société. Par son implication, elle est rapidement et complètement consciente de ce qui «se vit et se trame» dans la société en matière de sécurité et de qualité de vie.

2. Le travail par la résolution de problèmes.

Ce pilier se réfère à l'identification et l'analyse des causes potentielles de criminalité et de conflits dans la(les) communauté(s). La police ne se contente pas de réagir aux problèmes déjà survenus mais tente d'en identifier les facteurs responsables et d'agir (à temps) sur eux.

3. Le partenariat.

Cela renvoie à la conviction qu'à la police de n'être pas seule responsable, et aussi de ne pas souhaiter l'être, du souci de sécurité et de qualité de vie. La préoccupation sécuritaire est une approche en chaîne dans laquelle les divers partenaires sont les maillons d'une approche globale et intégrée.

4. S'acquitter de ses responsabilités.

Le pilier justification exige la mise en place de mécanismes par lesquels la police peut rendre des comptes à propos des réponses qu'elle a fournies aux questions et besoins de la société au service de laquelle elle se trouve.

5. L'implication capable.

Gelijktijdig was ik dus ook reeds druk bezig met het klaarstomen van de eerder « filosofische kant » van het politieverhaal. Onze geïntegreerde politie heeft duidelijk nood aan een missie, aan een filosofie waaraan zij haar legitimiteit en haarhouding, maar ook haar inbedding en dus positie binnen onze maatschappij, kan aan reflecteren. Een duidelijke definiëring van het concept «community policing» dringt zich dus op.

2. Concept "community policing"

Community policing is een soort containerbegrip' geworden, met onduidelijke inhoud en vage doelstellingen. Het is ook steeds meer een vergaarbak geworden voor eender welk initiatief waarbij de bevolking in enige mate betrokken wordt.

Het lijkt daarom noodzakelijk keuzes te maken rond de invulling van het begrip en enige conceptuele standaardisering aan te brengen rond de interpretatie ervan.

Een leidmotief, een rode draad die de gemeenschappelijke visie en missie van elke eigentijdse politie integreert en implementeert op het terrein is gebaseerd op :

- het gezamenlijk streven naar een hogere levenskwaliteit voor onze landgenoten;
- het streven naar een hoogwaardige kwalitatieve dienstverlening aan de bevolking.

Deze twee basisprincipes vinden we terug in de Belgische interpretatie van «community policing» dat op mijn vraag ontwikkeld werd binnen de Directie van de relaties met de lokale politie (CGL) (3). De Memorie van Toelichting bij de WGP heeft duidelijk beschreven dat de hervorming van de politiediensten een nieuw en innovierend cultureel kader moest bevatten : de "Community Policing" (4).

Het traditionele politiemodel wordt inderdaad gekenmerkt door een reactieve houding (de politie reageert pas op de incidenten nadat ze zich hebben voorgedaan); een symptoombenadering (de politie pakt de veiligheidsproblemen aan zoals aparte symptomen en richt zich niet op de achterliggende oorzaken van de onveiligheid); de wetstoepassing (de naleving van de wet wordt door de politie beschouwd als een doel op zich en niet als een middel om de veiligheid en de leefbaarheid te bevorderen); de geïsoleerde positie van de politie (is niet geïntegreerd in de samenleving en staat ver van de bevolking).

Wetenschappelijke onderzoeken, zowel in het buitenland als in België hebben duidelijk aangetoond dat het traditionele politiemodel niet efficiënt is inzake beheersing van de onveiligheid. De legitimiteit van de politie kan sterk dalen door de achteruitgang van de relaties met de bevolking, in het bijzonder met de minderheden uit de samenleving.

Ook in België werden reeds verschillende pogingen ondernomen om het concept ingang te laten vinden (5). Doch het ontbrak meestal aan een duidelijke definiëring. De invulling en de interpretatie waren veelal verschillend zodat ook de toepassing en de resultaten sterk van elkaar afweken.

Het concept "community policing" berust in zijn Belgische interpretatie ook op een ruime aanpak van de veiligheid en van de leefbaarheid. Het beoogt een meer in de samenleving geïntegreerde politie, die ter beschikking staat van de burger(s) en die, samen met de gemeenschappen, zoekt naar oplossingen die de lokale omstandigheden van de oorzaken van onveiligheid voor ogen houden.

Het concept bestaat uit vijf pijlers. Deze zijn essentieel voor de gemeenschapsgerichte politiezorg :

1. De externe oriëntering.

De politie staat niet tegenover de samenleving, maar er middenin; ze is in de maatschappij geïntegreerd. Door die inbedding is ze zich snel en volledig bewust van wat leeft en speelt' qua veiligheid en leefbaarheid in de samenleving.

2. Het probleemoplossend werken.

Deze pijler verwijst naar de identificatie en analyse van de mogelijke oorzaken van criminaliteit en van conflicten in de gemeenschap(pen). De politie reageert niet enkel op problemen nadat ze zich hebben voorgedaan maar probeert de veroorzakende factoren te identificeren en daarop (tijdig) in te werken.

3. Het partnerschap.

Dit verwijst naar het bewustzijn van de politie dat zij niet alleen verantwoordelijk is, en ook niet wil zijn, voor de zorg voor veiligheid en leefbaarheid. De veiligheidszorg is een ketenbenadering waarin diverse partners de schakels vormen in een globale en geïntegreerde benadering.

4. Het afleggen van verantwoording.

De pijler verantwoording vereist het opzetten van mechanismen waardoor de politie verantwoording kan afleggen over de antwoorden die ze formuleerde op de vragen en noden van de gemeenschappen die ze dient.

5. De bekwame betrokkenheid.

Cela signifie qu'il faut créer des possibilités, tant pour les policiers que pour les divers groupes de la population, de s'attaquer de concert aux problèmes de sécurité et de qualité de vie, de fournir des services et d'instaurer l'ordre et la sécurité.

Ces piliers sont issus d'une analyse approfondie de la littérature scientifique concernant le "community policing", plus particulièrement des évaluations qui lui ont été récemment consacrées ainsi que des sources officielles¹ belges disponibles.

Chaque pilier est une condition nécessaire à la fonction de police axée vers la communauté (6). L'interaction entre tous ces piliers et leur renforcement réciproque sont bien plus importants que chaque pilier considéré individuellement. Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet en annexe de la présente circulaire.

Ne nous méprenons cependant pas. Je suis convaincu que de nombreux corps de police sont déjà empreints de cette philosophie et travaillent déjà dans ce cadre de mission. Il serait faux de dire que la police a mal travaillé pendant toutes ces années, bien au contraire. C'est grâce aux initiatives qu'elle a déjà prises sur le terrain que nous pouvons maintenant arrêter une définition univoque du concept.

3. L'interprétation belge de la notion de "community policing".

Le concept que je vous fais parvenir en annexe de cette circulaire, a déjà fait un bout de chemin. Il est le résultat d'une approche et d'une réflexion scientifiques multidisciplinaires, confirmées par une concertation quasi permanente entre les acteurs et les experts sur le terrain.

Tout d'abord, l'ensemble des travaux du programme fonction de police axée vers la communauté de CGL, ont été réalisés en collaboration avec :

- Un comité d'accompagnement composé de représentants du monde politique, juridique, académique, policier et social;

- Un groupe directeur composé de représentants, principalement du monde politique et des acteurs du Ministère de l'Intérieur;

- Un groupe de projet au sein duquel sont représentés les directeurs de projets locaux et les coordinateurs de programme de CGL.

Ensuite, l'application et l'évaluation des initiatives qui ont été prises se déroulent sur le terrain, dans des zones test (7). Ce n'est que lorsqu'il sera validé dans ce cadre que le programme sera proposé aux autres zones de police.

4. Appui et facilitation par CGL.

Dans un premier temps, le programme fonction de police axée vers la communauté a développé un concept de "texte point de vue" (8), développant ce que l'on comprend en Belgique sous la notion de community policing. Ce concept a été remis pour avis à environ quatre-vingt figures-clé dans le monde social. (présidents de partis politiques, gouverneurs, académiciens, policiers,...). Leurs réactions ont été recueillies par le groupe expert criminologie (9) et versées dans le texte Les sources du community (oriented) policing et son application en Belgique.

Vous trouverez la version intégrale sur le site web www.info-zone.be.

La Direction des relations avec la police locale offrira dans une seconde phase son appui. L'ensemble des zones de police locale, des institutions, des acteurs et des partenaires de l'approche intégrée des phénomènes de sécurité recevront le soutien nécessaire et le matériel pédagogique sous la forme de :

- brochures, manuels, CD-R;

- l'exécution d'une mesure initiale;

- * dans la mesure de l'implémentation du concept dans les zones test (orientation processus);

- * des effets d'une fonction de police axée vers la communauté.

- Le développement d'une méthode de travail intégrée;

- La réalisation de journées thématiques et de travail relatives aux aspects partiels du concept;

- Le développement d'une offre de formation en collaboration avec un groupe directeur.

5. Conclusion

De commun accord avec mon Collègue Marc Verwilghen, Ministre de la Justice, je suis persuadé que l'application de ce concept à la police intégrée peut mener à une nouvelle culture policière en Belgique, une culture policière qui est complètement intégrée dans la société et qui répond entièrement aux attentes et besoins de la population.

Il est vrai que cette tâche est très ambitieuse et demande une approche à long terme, qui pourra s'étaler sur plusieurs années. Il s'agit cependant d'une évolution indispensable pour une organisation telle que notre police.

Het betekent dat er zowel voor de politiemensen als voor de diverse bevolkingsgroepen mogelijkheden moeten worden gecreëerd om gezamenlijk problemen van veiligheid en leefbaarheid aan te pakken, diensten te verlenen en veiligheid en zekerheid te creëren.

Deze pijlers vloeien voort uit een grondige analyse van de wetenschappelijke literatuur betreffende community policing; in het bijzonder uit de recente evaluaties hieromtrent en ook uit de officiële Belgische bronnen die beschikbaar zijn.

Iedere pijler is een noodzakelijke voorwaarde voor de gemeenschapsgerichte politiezorg (6). De interactie tussen al deze pijlers en hun wederzijdse versterking zijn nog belangrijker dan elke pijler op zich. Meer informatie over al dit kunt u terugvinden in de bijlage bij deze omzendbrief.

Laten we elkaar echter niet verkeerd begrijpen. Ik ben me terdege bewust dat vele korpsen reeds doordrongen zijn van deze filosofie en reeds werken aan deze missie. Het is tevens niet zo dat onze politie al die jaren slecht heeft gewerkt, integendeel zelfs. Het is dank zij de initiatieven die zij reeds ondernam op het terrein dat we nu een eenduidige definiëring van het concept kunnen vastleggen.

3. De Belgische interpretatie van het begrip "community policing".

Het concept, dat ik u als bijlage bij deze omzendbrief laat geworden, heeft een zekere weg afgelegd. Het is het resultaat van een multidisciplinaire wetenschappelijke aanpak en reflectie, bevestigd door een bijna permanent overleg tussen de actoren en de vaklui op het terrein.

Eenzijds werden alle werkzaamheden van het programma gemeenschapsgerichte politiezorg van CGL gerealiseerd in samenwerking met :

- een begeleidingscomité dat is samengesteld uit vertegenwoordigers uit politieke, juridische, academische, politionele en sociale hoek;

- een stuurgroep met vertegenwoordigers uit overwegend politionele hoek en actoren van het Ministerie van Binnenlandse Zaken;

- een projectgroep waarin de lokale projectleiders en de programma-coördinatoren van CGL vertegenwoordigd zijn.

anderzijds, geschiedt de toepassing en de evaluatie van de genomen initiatieven op het terrein in testzones (7). Pas wanneer zij in dit kader gevalideerd zijn, zal het programma aangeboden worden aan andere politiezones.

4. Ondersteuning en facilitering door CGL.

In eerste instantie heeft het programma gemeenschapsgerichte politiezorg een concept van visietekst ontwikkeld (8), of wat men in België kan verstaan onder community policing. Dit concept werd voor advies voorgelegd aan een tachtigtal maatschappelijke sleutelfiguren. (voorzitters van de politieke partijen, gouverneurs, burgemeesters, magistraten, academici, politiemensen...). Hun reacties werden door de vakgroep criminologie (9) verzameld en verwerkt in de tekst De bronnen van community (oriented) policing en de toepassing ervan in België.

De volledige versie vindt u terug op de website www.info-zone.be.

In een tweede fase wil de Directie van de relaties met de lokale politie een ondersteuning bieden. Alle lokale politiezones, de instellingen, actoren en partners van de geïntegreerde aanpak van de veiligheidsfenomenen zullen de nodige ondersteuning en didactisch materiaal ontvangen in de vorm van :

- brochures, werkboeken, CD-R;

- Het uitvoeren van nulmetingen;

- * Naar de mate van implementering van het concept binnen de testzones (procesgericht);

- * Naar de effecten van de gemeenschapsgerichte politiezorg naar de bevolking.

- De ontwikkeling van een geïntegreerde werkmethode;

- de realisatie van thema- en studiedagen over deelaspecten van het concept;

- de ontwikkeling van een opleidingsaanbod in samenwerking met een stuurgroep.

5. Besluit

In samenspraak met mijn Collega Marc Verwilghen, de Minister van Justitie, ben ik ervan overtuigd dat de toepassing van dit concept op de geïntegreerde politie kan leiden tot een nieuwe politionele cultuur in België, een politiecultuur die volledig is geïntegreerd in de samenleving en dat volledig aan de behoeften en verwachtingen van de bevolking voldoet.

Deze taak is zeker en vast ambitieus en vergt een lange-termijn-aanpak, die zich kan uitspreiden over verschillende jaren. Het is echter een noodzakelijke evolutie voor een organisatie zoals ons politiewezen er één is.

Je tenais à ce que cette étape soit déjà intégrée dans le Plan National de sécurité. Je suis d'avis que le développement organisationnel du niveau local doit également être une priorité du niveau fédéral. C'est ainsi que nous tendons vers une meilleure politique policière, une qualité optimale et une diffusion aussi large que possible de l'information stratégique au niveau des zones de police.

Le seul but de cette circulaire est donc, dans un premier temps, de préciser l'interprétation belge du community policing.

Cette circulaire est la première d'une série, grâce à laquelle nous désirons offrir un appui tant au niveau stratégique, tactique, qu'opérationnel, plus centré sur les conséquences pratiques du modèle.

J'ai déjà confié cette mission à la Direction des Relations avec la police locale. En ce sens elle est assistée par les organes susmentionnés, notamment le comité d'accompagnement et les groupes directeurs.

Je vous invite, dès lors, à vous familiariser, dans un premier temps, avec le concept belge du community policing.

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Notes

(1) Voir la circulaire du 22 décembre 2000 : ZPZ relative au cadre de référence et de travail des zones de police, M.B. 25 janvier 2001.

(2) Voir la circulaire du 4 novembre 2002 : PLP 27 - Intensification et stimulation de la coopération interzonale.

(3) L'arrêté royal du 3 septembre 2000 concernant le Commissaire général et les directions générales de la police fédérale constitue la base légale de l'interprétation du concept de "community policing" par la Direction des relations avec la police locale (CGL).

(4) Exposé des motifs de la LPI : La police locale exécute ses missions dans une approche intégrée basée sur le Community policing. Depuis le plan dit de la Pentecôte du 5 juin 1990, on a opté pour une approche intégrée des phénomènes de sécurité. Cette nouvelle approche a été traduite dans la concertation pentagonale, dans laquelle tant les autorités administratives que judiciaires se concertent avec les services de police. La même approche plaide également pour une fonction de police axée sur la communauté, ce que l'on appelle le "community policing". A ce sujet, la commission du Sénat précitée écrit : « Notre police doit reposer sur le concept de la police de proximité, principe qui commence à se développer en Belgique. En effet, la première condition d'un service de police moderne qui fonctionne bien, c'est que la police poursuive une intégration optimale dans la communauté. La police de proximité est, à la fois, une stratégie philosophique et organisationnelle qui permet à la police et à la population locale de coopérer étroitement et afin de résoudre crimes, délits, et d'éviter le sentiment d'insécurité, les désordres sociaux, la délinquance du quartier.

(5) Voir par exemple la ZIP 1 du 5 décembre 1995, contenant les Directives en matière de division du territoire en zones interpolice (ZIP) par province, plus précisément l'annexe 3 Document de réflexion Vers un nouveau fonctionnement de la police.

(6) L'appellation de l'interprétation belge de la notion de "community policing".

(7) Flandre : Hoogstraten/Merksplas/Rijkevorsel; Aalst; Herzele/Sint-Lievens-Houtem/Zottegem/

Maasmechelen; Heuvelland/Ieper/Langemark-Poelkapelle/Mesen/Moorslede/Poperinge/Staden; Herent/Kortenberg; Bruxelles : Evere/Schaerbeek/Saint-Josse-Ten-Noode; Wallonie : Aywaille/Chaufontaine /Esneux/ Sprimont/Trooz; Mons/Quévy; Waterloo

(8) Voy Concepttekst over de Belgische interpretatie van "community policing" par Roger Vande Sompel - anciennement coordinateur CGL.

(9) Voy Ponsaers, P., Enhus, E., De Belgische pijlers van Community (Oriented) Policing, rapport final Universiteit de Gent, recherche scientifique à la demande du Ministre de l'Intérieur, 14 février 2003.

Ik stond erop dat deze stap nu al zou worden geïntegreerd in het Nationaal Veiligheidsplan. Naar mijn mening dient ook de organisatieontwikkeling van het lokale niveau, een prioriteit te zijn van het federale niveau. Zo streven we naar een beter politiebeleid, een optimale kwaliteit en een zo ruim mogelijke verspreiding van de strategische informatie op niveau van de politiezones.

Deze omzendbrief heeft dan ook enkel tot doel om u in een eerste fase de Belgische interpretatie van het concept community policing te verduidelijken.

Het is een eerste omzendbrief van een reeks waarbij we - meer gericht op de praktische gevolgen van dit model - zowel op strategisch, tactisch als operationeel niveau verdere ondersteuning willen bieden.

Ik heb deze taak reeds toevertrouwd aan de Directie van de relaties met de lokale politie. In dit verband wordt zij steeds bijgestaan door de hoger vermelde organen, met name het begeleidingscomité en de stuurgroepen.

Ik verzoek u dan ook om, in een eerste fase, het Belgisch concept community policing eigen te maken.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Nota's

(1) Zie Omzendbrief van 22 december 2000 : ZPZ 12 : betreffende het algemeen raam- en werkingskader van de politiezones, B.S. 25 januari 2001.

(2) Zie Omzendbrief van 04 november 2002, PLP 27 : Intensifiëring en bevordering van de interzonale samenwerking.

(3) Het Koninklijk besluit van 3 september 2000 met betrekking tot de commissaris-generaal en de algemene directies van de federale politie is de wettelijke basis voor de interpretatie van het concept "community policing" door de Directie van de Relaties met de Lokale Politie (CGL).

(4) Memorie van toelichting bij de WGP : De Lokale Politie voert haar opdrachten uit volgens een geïntegreerde aanpak gebaseerd op de "community policing". Sinds het zogenaamde Pinksterplan van 5 juni 1990 werd geopteerd voor een integrale benadering van de veiligheidsfenomenen. Deze nieuwe aanpak werd vertolkt in het vijfhoeksoverleg waarin zowel bestuurlijke als gerechtelijke overheden overleg pleegden met de politiediensten. Dezelfde aanpak pleit eveneens voor een gemeenschapsgerichte politiezorg, de zogenaamde "community policing". Hieromtrent schrijft de reeds vernoemde senaatscommissie : "Onze politie moet steunen op het concept van de community policing, een principe dat in België stilaan voet aan de grond krijgt. De eerste voorwaarde voor de goede werking van een moderne politiedienst is de optimale integratie van de politie in de gemeenschap. De community policing is zowel een filosofische als een organisatorische strategie die de politie en de lokale bevolking in staat stelt nauw samen te werken teneinde de misdaden, de wanbedrijven op te lossen, en het onveiligheidsgevoel, de verstoring van de samenleving, de wijkdelinquentie te voorkomen.

(5) Zie bijvoorbeeld IPZ 1 van 5 december 1995, houdende de richtlijnen van het grondgebied per provincie, inzonder de bijlage 3 : reflectiedocument : het streven naar een vernieuwde samenwerking van de politiediensten.

(6) De benaming van de Belgische interpretatie van het begrip "community policing".

(7) Vlaanderen : Hoogstraten/Merksplas/Rijkevorsel; Aalst; Herzele/Sint-Lievens-Houtem/Zottegem

Maasmechelen; Heuvelland/Ieper/Langemark-Poelkapelle/-Mesen/Moorslede/Poperinge/Staden/; Brussel Evere/Schaarbeek/Sint-Joost-Ten-Node; Wallonië : Aywaille/Chaufontaine/Esneux/-Sprimont/Trooz; Mons/Quévy; Waterloo

(8) Zie Concepttekst over de Belgische interpretatie van "community policing" door Roger Vande Sompel - voormalig coördinator CGL.

(9) Zie Ponsaers, P., Enhus, E., De Belgische pijlers van Community (Oriented) Policing, eindrapport Universiteit Gent, wetenschappelijk onderzoek in opdracht van de Minister van Binnenlandse Zaken, 14 februari 2003.